

<http://pierre-alainmillet.fr/Les-revendications-salariales-sont>



Les revendications salariales sont légitimes !

- Vie politique -

Date de mise en ligne : mercredi 3 avril 2019

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Les revendications salariales sont légitimes !

La grève de la collecte à la métropole de Lyon entre dans une troisième semaine et s'étend aux entreprises privées. Les conséquences sur le cadre de vie deviennent de plus en plus difficiles dans nos communes.

Les élus communistes et parti de gauche de la métropole réaffirment leur souhait d'un accord rapide répondant aux attentes des agents, sur le refus du monorippear, comme sur les revendications salariales.

Chacun comprend que la métropole doit maîtriser sa masse salariale, dans un contexte de contractualisation imposée par l'état, même si les dépenses de collecte sont financées par la taxe d'enlèvement. Mais nous refusons d'opposer les agents de la collecte aux autres fonctionnaires, comme d'opposer les fonctionnaires aux contribuables.

Certains disent que les agents de collecte sont déjà mieux payés que d'autres, mais ce sont les arguments de la *"concurrence libre et non faussée"* qui oppose toujours ceux qui ont moins à ceux qui ont un peu, laissant toujours tranquilles ceux qui ont beaucoup. Les agents de la collecte font un travail difficile, exigeant, accidentogène, et leur revendication d'augmentation de salaire est légitime. Le point d'indice des fonctionnaires est pratiquement bloqué depuis 2010, 1,2% au total d'augmentation quand l'inflation sur la période s'approche de 10% ! L'enjeu de la négociation est d'apporter une vraie réponse à cette situation. Elle doit bien sûr tenir compte des recettes, elle peut se faire dans le temps, mais elle doit marquer la considération que la collectivité apporte à des agents qui assument un service public vital. Notons que les dépenses de collectes sont financées par une taxe dédiée, ce qui laisse une relative autonomie de décision par rapport aux autres catégories.

Il est évidemment hors de question que les salaires moyens qui assument le plus gros de la fiscalité soient ceux qui paient une augmentation de salaires des agents de la collecte. C'est bien pourquoi nous réclamons depuis des années une vraie réforme de la fiscalité locale, et une véritable refonte des valeurs locatives à la base de la taxe foncière, donc de la taxe d'enlèvement des ordures. Mais c'est justement pourquoi nous insistons pour que tous les propriétaires, y compris les entreprises, contribuent au financement de la collecte, même si elles n'en sont pas des usagers directs, car elles en sont, par le cadre de vie, des bénéficiaires indirects. Or, les gouvernements successifs n'ont engagé de révision de la fiscalité locale que pour les entreprises, ce qui fait que la base fiscale métropolitaine des entreprises est en légère baisse pour 2019 alors que celle des ménages augmente de 2,2% ! C'est le contraire qui serait légitime !

De manière plus générale, les revendications salariales des agents de la collecte sont légitimes comme celles des autres fonctionnaires et celles des autres salariés, du public comme du privé. La France est devenu un pays de bas salaires, parceque les gouvernements Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron continuent à nous faire croire que c'est le coût du travail qui explique les difficultés économiques et sociales de la France. Mais plus on fait pression sur les salaires et le droit du travail, plus le nombre de travailleurs pauvres augmente, et plus le nombre de riches explose, plus les revenus des 1% les plus riches progressent, et plus le marché du luxe se développe et plus notre industrie se défait !! Ce ne sont pas les salaires qui freinent la création d'emploi, c'est le parasitage d'une économie au seul service des oligarchies et des plus riches !

L'injustice fiscale et sociale qui met la France en colère a comme premier moteur la baisse des salaires réels, la précarisation du travail, et donc aussi le blocage des salaires des fonctionnaires ! Nous appelons tous les fonctionnaires, tous les salariés, à se mobiliser pour une autre politique nationale des services publics, pour desserrer l'étau de l'austérité qui étrangle les collectivités locales, pour revenir sur les baisses de dotation, et autoriser les collectivités à augmenter la fiscalité des entreprises sans augmenter celle des ménages ! C'est la clé pour répondre aux légitimes revendications salariales comme à la forte demande citoyenne de justice fiscale et sociale.